

questions  
de communication

## Questions de communication

21 | 2012

10 ans déjà, 10 questions de communication

---

### Denis RUELLAN, *Nous journalistes. Déontologie et identité*

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. Communication, médias et sociétés, 2011, 252 p.

Jean-François Tétu

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/6771>

ISSN : 2259-8901

#### Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2012

Pagination : 336-338

ISBN : 978-2-8143-0120-7

ISSN : 1633-5961

#### Référence électronique

Jean-François Tétu, « Denis RUELLAN, *Nous journalistes. Déontologie et identité* », *Questions de communication* [En ligne], 21 | 2012, mis en ligne le 18 décembre 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/6771>

---

Tous droits réservés

du champ ». Nul doute qu'après cette contribution significative à la connaissance des transformations du champ journalistique contemporain, le dialogue pourra être noué sur de nouveaux terrains pratiques et théoriques.

Vincent Goulet

CREM, université de Lorraine  
vincent.goulet@univ-lorraine.fr

**Denis RUELLAN, *Nous journalistes. Déontologie et identité*.**

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. Communication, médias et sociétés, 2011, 252 p.

Il y a une vingtaine d'années, le faux charnier de Timisoara, la couverture complaisante de la Guerre du Golfe, et beaucoup d'autres choses – comme un peu plus tard la fausse interview de Fidel Castro par Patrick Poirer d'Arvor – avaient brutalement atteint la crédibilité des journalistes et des organes de l'information, stimulant la prolifération de discours moraux sur la déontologie, et aussi la prolifération de « chartes » où nombre d'entreprises tentaient de restaurer une image de marque compromise, avant de multiplier les « médiateurs » ou d'autres formules destinées à conforter une confiance bien malmenée. Plus récemment, le 9 mars 2011, le Syndicat national des journalistes publiait une nouvelle version de la « charte des droits et devoirs des journalistes », rédigée en 1918, qui n'avait été révisée qu'une seule fois, en 1938. L'introduction de ce texte comporte plusieurs modifications par rapport au texte de 1918, notamment la référence au public et aux employeurs, tout à fait absente des débuts du SNJ, alors que le droit du public à l'information était très présent dans la *Déclaration* de Munich de 1971. Le texte de 2011 rappelle le « droit du public [...] à une information de qualité », mais ne dit rien de son rôle dans une éventuelle régulation de l'information ; ce texte situe la responsabilité du journaliste dans la chaîne éditoriale, certes, rappelle celle de l'éditeur, et s'achève par la différence irréductible entre journalisme et communication.

Peu auparavant, en janvier 2009, à l'issue des Assises du journalisme, le président de la République avait réaffirmé le refus d'accorder une autorité juridique aux équipes rédactionnelles, réclamé en vain depuis la Libération, tout en incitant à inclure un code de déontologie dans la convention collective. Que peuvent bien vouloir dire la référence actuelle au public, la réaffirmation d'une déontologie nécessaire, et l'absence de leur inscription dans une autorité

légale ? C'est à cette question que le dernier livre de Denis Ruellan répond avec une grande clarté : « [La déontologie] est un discours qu'un groupe professionnel établit pour organiser ses relations avec son environnement et lui-même, elle est un discours sur soi qui participe à la régulation des rapports intrinsèques à l'activité, et à l'institutionnalisation d'une identité collective » (p. 72).

En somme, la déontologie est une sorte de soliloque où le groupe social des journalistes réorganise pour lui-même une thématique et un argumentaire variables au fil du temps. La déontologie, certes n'est pas le droit (un usage stabilisé dans un texte normatif), ni une éthique (le choix d'une attitude fondée sur le désir d'un sujet), elle est une « règle non légale qu'un groupe élit ». Car la déontologie est d'abord une réponse à la question : que sommes-nous que les autres ne sont pas ? Et la réponse, forcément, varie au fil du temps, ce qui conduit Denis Ruellan à 5 parties, chronologiques, dont la distinction repose d'abord sur la variation, ou l'évolution, de « l'autre » dont le groupe tente de se distinguer.

Dans ce livre – très différent de sa précédente histoire sociologique des journalistes (*Les « pro » du journalisme. De l'état au statut, la construction d'un espace professionnel*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1997) –, l'auteur s'inscrit dans la perspective foucauldienne de l'*Ordre du discours*, ou plus précisément encore, il fait l'hypothèse que la déontologie constitue un principe de « raréfaction » du discours d'information, propre à cette profession. En effet, le journalisme ne saurait être assimilé, par exemple, à une discipline, autre type de raréfaction, qui supposerait, comme tout discours scientifique, une formation et le respect de règles validées par des instances *ad hoc*. Non, la déontologie opère comme un « contrôle de l'espace » menacé par la prolifération des discours d'information. D'où, par exemple, l'opposition récente à la « communication » qui, depuis trente ans environ, a envahi l'espace public. Cela explique aussi le goût pour les « chartes », fortement développées depuis 20 ans, parce qu'elles présentent le double avantage d'opérer une sorte de « réglage » des relations avec d'autres discours concurrents et de permettre une stratégie du groupe en lui suggérant une norme qui lui permet de se distinguer. L'hypothèse générale de Denis Ruellan est très clairement communicationnelle, puisqu'elle repose sur la relation entre le groupe professionnel et d'autres acteurs sociaux, organisée à partir d'arguments de nature déontologique, repérables dans l'évolution d'un discours autoréférentiel. Il peut

donc identifier cinq périodes à partir des espaces, ou des arènes, où se déploie cet argumentaire, qu'il caractérise par des formules vives. Première période, de Louis Philippe à 1918, c'est la recherche du passage « de la notoriété des uns à la respectabilité de tous ». Deuxième étape, l'entre-deux-guerres, marquée par une féroce lutte pour l'emploi dès les retours du front, d'où l'activité syndicale naissante, et la recherche d'un statut qui permet de distinguer le vrai du faux journaliste, concurrent indu, ce que permet la loi de 1935. C'est « le temps des exclusions ». Troisième période, de la Résistance à 1980, consacrée par les Ordonnances de 1944, où les journalistes opposent leur capital intellectuel au capital tout court : on s'y souvient encore de l'épouvantable vénalité de la presse au tournant du siècle, et le fantôme du Comité des Forges, ou celui du parfumeur François Coty, hantent encore l'imaginaire des journalistes : c'est l'époque où les rédacteurs du *Monde*, défendant Hubert Beuve-Méry contre les autres actionnaires, imposent une société de rédacteurs, ou, sur un mode moins immédiatement conflictuel, la société fermière du *Figaro*. C'est le temps « des journalistes en sociétés ». Puis vient l'ère de la « communication », et aussi des « humanitaires de la liberté d'expression. Enfin, après 1995 et l'ouverture commerciale de l'internet, le public prend sa revanche : « Le public, une défiance opportune ».

Ce parcours est tout à fait passionnant et nous ne pouvons ici qu'attirer l'attention sur les apports les plus originaux de ce travail qui renouvelle la connaissance des périodes plus anciennes et analyse de façon éclairante les débats contemporains. Denis Ruellan prend la peine de justifier cette approche purement française en renvoyant aux travaux de Michael Palmer, Marie-Ève Thérenty et les siens, auquel on peut ajouter un beau livre de Marc Martin sur le journalisme à la française (*Les grands reporters*, Paris, Audibert, 2005, pp. 15-49 notamment). Au XIX<sup>e</sup> siècle, la préoccupation des journalistes (on dit plutôt « publicistes » au XIX<sup>e</sup> siècle – et j'en profite pour rappeler que Marcel Proust utilise le mot de journaliste pour les vendeurs à la criée) – est d'abord de conquérir une respectabilité : le métier est décrié depuis Honoré de Balzac (*Monographie de la presse parisienne*) jusqu'à Maupassant (*Bel-Ami*), et la notabilité exige une morale revendiquée et affichée ; il s'agit là de montrer sa respectabilité devant ce qu'on appelait auparavant le « tribunal de l'opinion » (public indistinct). La perspective choisie par Denis Ruellan met en évidence le poids de l'honneur d'une part (voir les duels), et de l'autre le rôle des associations, bien plus mal connues malgré quelques

belles thèses récentes soutenues sous la direction de Michael Palmer. Nous en retenons ce propos sans équivoque d'Edgar Monteil, fondateur de l'Association syndicale professionnelle des journalistes républicains français (ASPIRF) : « La seule constitution d'une société de secours mutuel nous érige en corporation et va nous permettre d'intervenir comme un corps, non seulement dans les nombreuses questions qui tiennent au journalisme, mais aussi dans les questions qui touchent à la République ».

Pour l'entre-deux-guerres, la démonstration est plus nette encore que dans son précédent travail sur cette période et dans celui de Christian Delporte (*Les journalistes en France. 1880-1950. Naissance d'une profession*, Paris, Éd. Le Seuil, 1999) : il montre les difficultés de la profession, les acquis du syndicalisme, et les enjeux du nouveau statut : « La question morale cesse d'être individuelle [...] elle devient un enjeu collectif ». La Libération, on le sait, a conduit à une restructuration des titres de beaucoup plus grande ampleur que « l'épuration » qui, au total, a touché peu de journalistes. Ici, Denis Ruellan s'intéresse assez peu à cette restructuration, pourtant accompagnée d'une foule de discours issus de la Résistance, pour régler sa focale sur deux points essentiels : le droit du public à l'information, bien compréhensible à ce moment, qui a aussi sous-tendu la politique à venir de l'ONU (UNESCO) ; et la question lancinante pendant trente ans des sociétés de rédacteurs, c'est à dire de la place spécifique des équipes rédactionnelles dans la gestion des entreprises de presse, sans cesse refoulée par le législateur, tant en 1944 qu'en 1984 (loi dite Hersant) qu'en 1986 (loi Chirac). Le problème – que montre excellemment Denis Ruellan – est la concurrence de deux tendances contradictoires, l'une, dont Jean Schwoebel fut l'inlassable animateur (*La presse, le pouvoir et l'argent*, Paris, Éd. Le Seuil, 1968) parie pour une « participation » des journalistes, dont Francis Schwarz est à ce jour le meilleur historiographe (thèse monumentale à Bordeaux en 1991 : *Les sociétés de rédacteurs en France. Actions et pensées d'un mouvement démocratique pour la presse quotidienne – des origines à nos jours*). L'autre, qui est aussi issue de la Libération (projet Brémont de 1946), est plus frontalement opposée tant au pouvoir politique qu'au pouvoir de l'argent ; il s'agit au fond d'une lecture différente du même principe : l'information est un bien collectif, mais les journalistes ont une responsabilité sociale qui les oppose aux détenteurs du capital qui, eux, ne songent qu'à leur profit.

Après 1980, le paysage est transformé par le surgissement d'un nouvel acteur qui, pour deux

décennies au moins, devient la bête noire de la profession : ce sont les spécialistes de la communication, ou les « communicants » de tous poils, concurrents directs des journalistes dans la vie politique nationale ou locale comme dans la vie économique des entreprises, ou celle des administrations ou des associations. Bref, il y a désormais un concurrent direct de la médiation publique, en face duquel les journalistes brandissent leur liberté d'expression dont les communicants seraient dépourvus. Mais cela ne suffit pas, car la dérégulation des années 80 entraîne une concurrence acharnée entre les organes d'information, notamment à la télévision, et une course à l'audience qui est probablement la première cause des « dérapages » de l'information, surtout télévisée, mais pas seulement, comme on le voit au *Baromètre de la crédibilité des médias*, qui, à la fin des années 80, indique un quasi effondrement par rapport aux premiers indicateurs, en 1975.

Comment riposter ? Denis Ruellan fait de l'évolution de *Reporters sans frontières* (RSF) un analyseur de la situation à divers titres. RSF est tiraillé entre deux pôles : le premier, représenté par Jean-Claude Guillebaud tend à critiquer les fautes pour restaurer la crédibilité et le fondement de l'identité du journaliste qu'est la liberté d'expression ; en face, Robert Ménard, féroce quand il s'agit du tiers monde, où la liberté est mise à mal, est singulièrement plus indulgent à l'égard de ses confrères en France. Denis Ruellan en cite le propos étonnant « Guillebaud m'accuse de compromissions là où je ne vois que des compromis nécessaires ». L'évolution de RSF est un indicateur significatif dans son entreprise de dénonciation des violations de la liberté, à l'étranger, d'autant plus nette, selon l'auteur, qu'elle accompagne l'éloignement des principes défendus par Jean-Claude Guillebaud.

Mais l'originalité la plus forte de Denis Ruellan est de lier cela au développement de l'action humanitaire, le « sans frontièresisme ». Après le « tiers-mondisme », « plus attaché au développement économique et social qu'aux libertés politiques » vient en effet un nouveau courant dont Médecins sans frontières, et ses « coups » médiatiques, ou Amnesty International, sont les figures de proue, suivis par RSF dans un souci qui est bien de communication. Cette époque est sans doute cependant celle où l'autocritique des journalistes fut la plus importante, rapidement délaissée cependant. Car, depuis quinze ans, le journalisme est moins préoccupé du nouveau rapport avec les sources, organisé par la communication et les nouvelles technologies, que par le public (et non l'audience) convoqué pour réguler la déontologie comme on le voit au nouveau rôle des

médiateurs et à leur discours. Le web permet, semble-t-il de mettre en synergie la production et la réception de l'information, d'où le surgissement d'affirmations qui proclament un peu vite la participation ou le lien « pro-am » (professionnels et amateurs), et les blogs donnent l'occasion aux journalistes de réaffirmer leur expertise irremplaçable. « *We, the media* » disent les uns, « tous journalistes », disent d'autres ; nous y sommes, et il faut bien, encore une fois, défendre une morale qui prend la double forme de dispositifs de médiation (chartes, ou médiateurs) et d'espaces critiques de débat. Les années 2000 en voient de deux types : d'un côté, dans l'héritage de Pierre Bourdieu, Acrimed (Action critique médias), fondé sur une critique anti-hégémonique des médias, très proche du réseau Attac, et, comme ce dernier, produit par le militantisme lié à l'internet, qui conduit à l'Observatoire français des médias : cette mouvance a été particulièrement active au moment du référendum sur le traité constitutionnel pour l'Europe, en 2005, où elle dénonçait l'absence de pluralisme démocratique dans les médias français. L'autre forme de débat, initié sous la forme des Entretiens de l'information, est issue de rapport de Jean Marie Charon, en 1999, sur la déontologie de l'information, et tente de réunir les acteurs sociaux les plus divers sur le traitement de l'actualité.

Mais, dans les deux cas, le « public », au nom de qui ces débats s'organisent, les boudent ou les ignorent, et, tout au plus, servent de tribune à un « public armé » qui en profite pour se livrer aux critiques les plus acerbes des médias. Depuis 2007, les Assises du journalisme ont tenté une nouvelle formule : « Le "public", écrit Denis Ruellan, n'est pas repoussé [...], mais il ne vient pas » (p.210). Ce parcours, très convaincant, montre la dynamique de la réflexion collective, centrée sur l'identité de la profession. Sans doute est-il plus difficile de faire aujourd'hui une synthèse durable des courants contemporains, et la place a sans doute manqué pour faire ne part significative à un renouveau du journalisme d'investigation, depuis le Rainbow Warrior, jusqu'à *Mediapart* aujourd'hui, qui tente de reconstruire l'identité du journaliste sur ces nouvelles formes de recherche d'information. L'intégration du public, largement introuvable, reste de mise, et les journalistes tentent de l'impliquer de multiples façons dans cette information qu'ils considèrent à la fois comme un moteur et un rempart de la démocratie.

Jean François Tétu

ELICO, université Lyon 2

Jean-Francois.Tetu@univ-lyon2.fr